

L'ACTION

sévrienne



N° 302 Mai 2010 - 2 €

ORDURES MÉNAGÈRES : LES MÉNAGES SÈVRIENS SURTAXÉS

Depuis plusieurs années, Sèvres et Boulogne auraient surtaxé les entreprises et les ménages de près de 4,7 millions d'€ ! Le taux de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM) était à Sèvres de 3,51 % en 2001. Il atteint 4,98 % en 2009, ce qui, combiné à l'augmentation des bases, a fait progresser le montant de la taxe de 62,2%, (soit pour un logement de 65 m² de 85 € à 133 €).

La Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM) sert, comme son nom l'indique, à couvrir les frais de ramassage et de traitement des ordures ménagères et les opérations de nettoyage et d'entretien qui s'y rattachent. Perçue depuis 2004 par la communauté Val de Seine, elle est payée par les propriétaires, ménages ou entreprises, qui peuvent la répercuter sur leurs locataires. Le calcul de cette taxe, pour Sèvres, devrait être relativement simple, puisque notre ville confie ces opérations à un prestataire extérieur.



Quel est le problème ?

Sans doute le maire de Sèvres va-t-il expliquer que le coût de la collecte des ordures ménagères a progressé beaucoup plus vite que l'inflation, à cause des nouvelles normes, du tri sélectif, de la construction de la nouvelle usine de traitement à Issy-les-Moulineaux, etc... Certainement il y a eu des améliorations qu'il a fallu financer. Pour le savoir, il suffirait de comparer les montants et les prestations facturés par les prestataires. Mais là n'est pas le problème. En fait, le coût aurait été (volontairement ?) surévalué et donc le contribuable surtaxé.

Doit-on parler de surimposition ?

La reprise dans le détail du calcul de la TEOM lors de la fusion GPSO (Grand Paris Seine Ouest) a montré que le coût réel des ordures ménagères sur Val de Seine était surévalué de 27 %. Le taux de la TEOM qui est actuellement de 4,98 % à Sèvres devrait être en réalité de 3,64 %. Selon le vice-président de GPSO en charge des finances, il y a eu une surimposition « induite » de 4 768 000 € sur les ménages sévriens et boulonnais en 2009 et d'un montant proportionnel les années précédentes.

Des explications approfondies sont aujourd'hui nécessaires, surtout quand on déclare, la main sur le cœur, comme le fait le maire de Sèvres, qu'aucune fiscalité frappant les ménages ne vient, ni ne viendra, alimenter le budget général de la communauté.

Dossier sur le site : www.partisocialiste-sevres.org

LE TEMPS DU PROJET

Les socialistes ont accueilli leur large victoire aux élections régionales conscients de leur responsabilité. Il leur incombe désormais de bâtir un projet d'alternance dans la perspective de 2012. L'urgence n'est pas de savoir qui sera le candidat ou la candidate du parti socialiste à la prochaine élection présidentielle. Elle est de préparer le redressement de notre pays qui s'enfonce dans la crise. Elle est de redonner espoir aux millions de nos concitoyens qui souffrent de la politique injuste de Sarkozy : cadeaux fiscaux pour les privilégiés, licenciement et déficits à payer pour les autres. Les socialistes seront dans la rue le 1er mai pour dire non au Président de la République qui continue d'ignorer le message fort que lui ont adressé nos concitoyens.

Car les Français ont droit à un vrai changement. Les enjeux sont au nombre de trois : il y a tout d'abord le développement durable. Le président de la République, qui avait fait semblant de s'emparer de ce thème avec le Grenelle de l'environnement et la taxe carbone, a jeté le masque, semant le désarroi jusque dans ses propres rangs. A la gauche de bâtir maintenant un modèle de développement économique, social et environnemental qui innove vraiment. Il y a ensuite l'enjeu d'une nouvelle gouvernance mondiale, multilatérale, où les pays émergents mais aussi l'Europe trouvent toute leur place. Et enfin et surtout il y a la question de l'égalité réelle dont les clés sont l'éducation, la santé et la culture, comme l'a très bien montré l'économiste Amartya Sen (*prix Nobel, Indien, membre de la commission Stiglitz-Sen*).

Sur toutes ces questions les socialistes se sont mis au travail pour répondre présents au rendez vous de 2012 !

A lire

p.2 Sarkozy vu de l'étranger... Pathétique
p.3 Enfants d'immigrés: un sentiment de discrimination

p.3 Agis avant tes 18 ans
p.4 Transport en Île-de-France

SARKOZY VU DE L'ÉTRANGER... PATHÉTIQUE



The Daily Telegraph (extraits)

Londres le 15 avril 2010

Pierre Charon, l'homme qui parlait trop.

Le spin doctor du président a été tancé par l'Elysée. Il faut dire que sa gestion de « l'affaire Twitter » a fait plus de mal que de bien.

De fait, les dernières semaines à l'Elysée ressemblent à une version française de la série satirique *In the Thick of it*, diffusée sur la BBC (et adaptée au cinéma en 2009 sous le titre *In the loop*). Pierre Charon jouerait le rôle de Malcom Tucker, l'impitoyable mais stupide conseiller en communication dont les tentatives pour manipuler la presse se retour-

nent invariablement contre lui. Car, au milieu de toutes les rumeurs, une règle d'or de la com' s'est avérée fondée : plus on nie les faits, plus ils semblent exacts. Prenons l'exemple des efforts déployés ces derniers jours pour contrôler la presse. Carla Bruni-Sarkozy est allée déclarer le 7 avril à la radio que les rumeurs n'avaient fait l'objet d'aucune enquête policière. Trois heures plus tard Bernard Squarcini, le patron du contre espionnage français, révélait qu'une enquête avait été commanditée par Frédéric Pechenard, le directeur général de la police nationale. Ce dernier aurait agi sur ordre de Nicolas Sarkozy, lequel avait pourtant déclaré qu'il ne consacrerait même pas la moitié d'une fraction de seconde à ces rumeurs ridicules.

Kim Willsher.



11 avril 2010

Le médium de la rumeur est surtout efficace dans le camp de la droite, où l'on aime les présidents inaccessibles, qui peuvent être admirés tandis qu'ils s'occupent de leurs affaires tout en haut, au sommet de l'Etat, en laissant tranquilles leurs concitoyens. Lesquels ont déjà bien assez d'ennuis comme ça - pas la peine de partager ceux du chef de l'Etat. Quand on s'entretient ces temps-ci avec des policiers et des commerçants en province, ils secouent la tête dès que le nom de Sarkozy est mentionné. Que l'on tombe partout sur des photos de la *première dame* nue est déjà pénible pour beaucoup de partisans. Qu'il ne se maîtrise toujours pas, qu'on le voit tout le temps à la télé, ça énerve aussi. Depuis plusieurs jours, la France a l'impression d'être **coincée dans un ascenseur avec Sarkozy.**

**REJOIGNEZ LE PARTI SOCIALISTE
SECTION DE SÈVRES - VILLE D'AVRAY**

Jacques Blandin,
secrétaire de section
Permanence le samedi matin
au local de la section :
2 rue Lecointre -
92310 Sèvres

Abonnement à *L'Action sévrienne* : par
chèque (20 euros - 9 numéros - 1an)
à adresser à Pierrette Lafue,

11 place d'Orion,
92360 Meudon la Forêt

Email: actionsevrienne@free.fr
Site web: partisocialiste-sevres.org



Libre Belgique,

21 avril 2010

Pathétique

Mais comment les Français pourraient-ils faire encore confiance à leur président ? s'interroge la Libre Belgique. Promesses non tenues, polémiques sur sa famille, défaite de l'UMP aux régionales et maintenant scandale d'Etat autour d'une simple rumeur. Depuis son élection Nicolas Sarkozy a surtout montré que certains épisodes, pourtant accessoires, réussissaient à lui faire perdre son contrôle et tous ses moyens.

C'est pathétique.

Die Zeit :

18 mars 2010

La vacuité du pouvoir

Chômage élevé, peur de l'avenir, faible participation au vote ; les Français se détournent de leur Etat ; ils ressentent un sentiment d'injustice qui peut facilement dégénérer, si la colère lui fait suite. Des employés et des ouvriers en situation précaire, des cités dans lesquelles les forces de l'ordre n'osent plus entrer, des auditions dans les commissariats sans la présence d'un avocat, le stress au travail, les suicides...

Sarkozy bientôt bateleur de foire ?**L'ACTION SÉVRIENNE**

Journal socialiste de Sèvres

Directeur de la publication

Patrick Pétour
CPPP 10091

Comité de rédaction

Jacques Blandin
Catherine Cyrot
Pierrette Lafue
Geneviève Maquart

ENFANTS D'IMMIGRÉS : UN SENTIMENT DE DISCRIMINATION

La rhétorique xénophobe de la droite (n'est-ce pas M. Hortefeux) et de l'extrême droite entretient volontiers la confusion entre les étrangers et les immigrés. Pourtant les deux catégories, si elles se recoupent en grande partie, ne se confondent pas. Selon la définition adoptée par le Haut Conseil à l'Intégration, un immigré est une personne née étrangère à l'étranger et résidant en France. Les personnes nées françaises à l'étranger et vivant en France ne sont donc pas comptabilisées. À l'inverse, certains immigrés ont pu devenir français, les autres restant étrangers. Un immigré n'est pas nécessairement étranger et réciproquement certains étrangers sont nés en France (essentiellement des mineurs). La qualité d'immigré est permanente : un individu continue à appartenir à la population immigrée même s'il devient français par acquisition. C'est le pays de naissance, et non la nationalité à la naissance, qui définit l'origine géographique d'un immigré. Notre pays compte ainsi un peu plus de 5,1 millions d'immigrés (dont beaucoup sont devenus Français par acquisition) et 3,65 millions d'étrangers (dont certains sont aussi immigrés). Sèvres compte pour sa part un peu moins de 3 000 immigrés et un peu moins de 2 000 étrangers (pour une population totale de 23 700 habitants).

L'enquête « Trajectoires et Origines ¹ », menée auprès des immigrés et de leurs enfants, est riche d'enseignements sur la manière dont les immigrés ressentent les discriminations.



Un quart des immigrés et de leurs enfants déclare subir des discriminations. Les immigrés et les enfants d'immigrés représentent 40% des personnes déclarant subir des discriminations alors qu'ils ne représentent que 22 % de la population française. Le sentiment de discrimination est plus fort chez les enfants d'immigrés que chez les immigrés eux-mêmes, sans doute en raison de « l'écart très fort entre leurs attentes et la réalité qu'ils vivent sur le marché du travail », comme l'explique Patrick Simon, chercheur à l'Ined. Ce sentiment est particulièrement développé chez les enfants de l'immigration africaine.

¹ Enquête récente menée par l'Ined (Institut national d'études démographiques) et l'Insee (Institut national de la statistique et des études économiques).

AGIS AVANT TES 18 ANS



C'est le conseil que donne le CRI (Collectif Refusons l'Inacceptable) aux jeunes issus de l'immigration, car à 18 ans ils risquent d'être expulsés. A ce sujet, le 8 avril, le CRI a organisé dans la salle Jupiter une soirée-débat autour du documentaire « Invitation à quitter la France », avec les interventions de Mylène Stambouli, membre de la Ligue Des Droits de l'Homme et Armelle Gardien du Réseau Education Sans Frontières.

Le film présentait le cas de deux jeunes, un Colombien et une Camerounaise, élèves du lycée Jules Ferry. Ils n'obtenaient leur régularisation que grâce à la forte mobilisation d'élèves,

de professeurs (et de la proviseure), de parents d'élèves, qui organisaient pétitions, manifestations, rassemblements devant la Préfecture. Même des personnes qui n'avaient jamais milité agissaient pour soutenir ces jeunes touchés par leur détresse. « Qu'est-ce que j'ai fait de mal ? On ne veut pas de moi. Je suis rejetée. »

Quand on pense que près d'un Français sur cinq a un parent ou un grand-parent étranger, et que cette diversité fait la richesse de la France, on ne peut que déplorer la politique actuelle vis-à-vis des immigrés.

Et elle risque de se durcir encore.

TRANSPORTS EN ÎLE-DE-FRANCE : GRAND PARIS CONTRE RÉGION

Le 14 avril, 200 élus franciliens rassemblés au Conseil régional d'Ile-de-France ont dénoncé la volonté du Gouvernement de faire passer en force son projet pour le Grand Paris, projet largement désavoué par le vote qui a reconduit la gauche, menée par Jean Paul Huchon, à la tête de la Région Île-de-France avec 57 % des suffrages exprimés aux dernières élections régionales.

Le projet-phare de métro automatique du gouvernement doit relier les pôles de compétitivité en Ile-de-France, pour attirer les investisseurs étrangers et placer l'Ile-de-France « *dans le peloton de tête des quatre premières villes –mondes avec New York, Londres et Tokyo* ». Estimé à plus de 21,4 milliards d'euros (dont seul l'apport de l'Etat est défini à l'heure actuelle pour un montant de 4 milliards), il serait financé par un emprunt et une taxe sur les plus-values immobilières réalisées dans un périmètre de 800 mètres autour des gares de voyageurs ; mais son montage financier est loin d'être bouclé. Très coûteux il risque de se faire au détriment de la modernisation des RER et du prolongement des lignes de métro.

Le « Grand Huit » de Christian Blanc

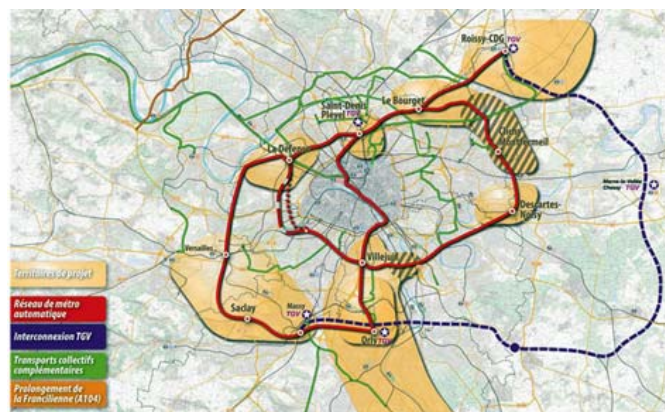
- 130 km de lignes formant une double boucle
- 40 gares
- 1 gare tous les 4 à 5 km
- 6 000 voyageurs / h de pointe
- 60 km/h
- Coût : 21,4 milliards d'€
- Mise en service : 2023

L'Arc Express de Jean Paul Huchon

- 60 km de lignes en deux tronçons connectés aux transports existants
- 40 stations
- 1 gare tous les 1 ou 1,5 km
- 15 000 voyageurs / h de pointe
- 40 km/h
- Coût : Arc Sud : de 2,8 à 3,1 milliards d'€
Arc Nord : de 2 à 2,3 milliards d'€
- Mise en service : 2017

Ce projet remet en cause le projet de métro automatique de rocade en proche couronne Arc Express, présenté par la Région Île-de-France. Grâce aux correspondances avec les lignes de transport en commun existantes (métros, RER, Transiliens, tramways), ce projet a pour but de favoriser les liaisons de banlieue à banlieue et d'améliorer la

desserte en transports collectifs de l'ensemble des Franciliens.



Ce sont bien deux visions qui s'affrontent pour le développement des transports en Ile-de-France :

- la Région, qui veut l'amélioration immédiate des moyens de transport existants surchargés, « *en faveur d'un développement équilibré et durable, d'une politique solidaire attentive aux équilibres territoriaux et d'une méthode de décision concertée* ».

- le gouvernement, qui veut un plan de développement économique basé sur des pôles de compétitivité attirés par une offre de transport, faisant fi du vote des Franciliens aux élections régionales et des lois de décentralisation.

